

PRÉSENTATION · CONCERTATION · LANCEMENT

SMART CLEAN COOKING

De l'expérience acquise
à l'investissement à grande échelle

Deux journées pour partager les acquis, relier la transition énergétique au développement des territoires et ouvrir une perspective de réplique en Afrique.

MARDI 3 NOVEMBRE 2026

Comprendre et préparer l'adoption

Atelier national SMART CC
Présentation, dialogue sur les appuis et validation de
la stratégie de communication.

MERCREDI 4 NOVEMBRE 2026

Lancer et connecter

Lancement officiel de SMART CC et ouverture du
Séminaire international PIARC.
Connectivité, sécurité et régulation.

NOVOTEL · ANTANANARIVO

À l'initiative du Ministère de l'Énergie et des Hydrocarbures et
du Ministère des Travaux publics.

Une trajectoire à partager, une nouvelle étape à construire ensemble

SMART CC s'appuie sur les diagnostics, expérimentations et concertations conduits à Madagascar avec le Gouvernement et ses partenaires. Les essais de foyers améliorés, cuisson électrique, GPL, biogaz et biomasse durable ont montré que l'adoption dépend aussi du coût, de l'approvisionnement, de l'accompagnement et de la maintenance. Le projet relie désormais ces acquis au financement, à la structuration des entreprises et au changement d'échelle.

UN ENJEU NATIONAL	ÉNERGIES DE CUISSON DES MÉNAGES	
La transition concerne la santé, les ressources forestières, le pouvoir d'achat, l'emploi et l'autonomisation des femmes. Elle exige d'agir ensemble sur l'offre, la demande, le financement, la qualité, la logistique et la gouvernance.	Cuisson propre (PEI, 2024)	14 %
	Bois-énergie (total)	98,7 %
	dont bois de chauffe	70,2 %
	dont charbon de bois	28,5 %
	Produits pétroliers	0,4 %

Cuisson propre : taux d'accès de 14 % selon le Plan Énergie Intégrée (PEI, 2024), cité dans le TDR. Autres combustibles : diagnostic ONUDI 2024 et rapport VAKANA, juillet 2024–juin 2025, p. 6.

Lecture des chiffres : ces indicateurs proviennent de sources distinctes et ne constituent pas une répartition unique des ménages. Le bois de chauffe et le charbon sont inclus dans le total bois-énergie.

LA TRAJECTOIRE VERS SMART CC

01	Comprendre	Diagnostic national, analyse des usages et des marchés, identification des obstacles et des besoins.
02	Expérimenter	Diffusion de foyers améliorés, GPL, biogaz, brique, charbon écologique/vert, cuisson électrique et approvisionnement durable en biomasse par le reboisement et la valorisation énergétique des déchets.
03	Capitaliser	Enseignements du terrain, ateliers sectoriels et préparation du suivi des résultats.
04	Structurer	Politique nationale, mobilisation des acteurs et cartographie à travers l'appel à manifestation d'intérêt (AMI).
05	Investir	SMART CC : infrastructures, capacités, mécanismes d'appui et développement des chaînes de valeur, développement des compétences, cadre réglementaire.

FINALITÉ DU 3 NOVEMBRE

Partager une compréhension du projet, discuter les modalités d'appui et les complémentarités, puis valider la stratégie nationale de communication pour le changement de comportement vers la cuisson propre.

LE PROJET SMART CC

35 millions USD

Période 2026–2031. Financement de l'OPEC Fund for International Development.

Technologies et combustibles

Infrastructures et moyens de production, entreprises et artisans, qualité, normes, recherche et développement des marchés.

Biomasse durable

Agroforesterie énergétique, reboisement et valorisation de résidus agricoles, industriels et de déchets urbains.

Communautés et inclusion

Compétences, métiers, entrepreneuriat, activités génératrices de revenus et accompagnement des femmes et des jeunes.

Gestion et assistance technique

Pilotage, suivi-évaluation, appui opérationnel et coordination des partenariats.

LES ACTEURS RECENSÉS PAR L'AMI

64 structures

Une base de connaissance issue des réponses à l'AMI de juin 2026, et non un recensement exhaustif du secteur.

RÉPARTITION PAR CATÉGORIE

Associations et ONG	27
Très petites entreprises	17
Petites et moyennes entreprises	14
Coopératives	3
Autres structures	3

25 structures au stade de l'idée
7 au stade du prototype
32 déjà en activité

23 régions mentionnées dans les zones d'intervention déclarées, avec de fortes disparités de couverture.

Des instruments à préciser : subventions, crédits, fonds de réduction des risques (de-risking funds), financements liés aux résultats et appuis non financiers. Leur combinaison et leurs conditions d'accès seront précisées dans le cadre de la mise en œuvre.

SMART CC s'inscrit dans la politique nationale de cuisson propre et le Pacte énergétique national de Madagascar. Il doit agir en complémentarité avec les investissements publics, privés, associatifs et communautaires.

SMART CC prend le relais du projet « Assistance technique pour le développement de projets innovants en matière de cuisson propre et de reforestation à Madagascar », mis en œuvre par l'ONUDI à travers LAMPYRIS et AIDES Développement, avec le financement de l'OPEC Fund sous la tutelle du Ministère de l'Énergie et des Hydrocarbures.

Présenter SMART CC, préciser les appuis et valider la stratégie de communication

La journée combine une concertation sur les modalités opérationnelles de SMART CC et une validation officielle de la stratégie de communication. Les contributions sur le projet seront examinées par l'équipe au regard de leur pertinence, de leur faisabilité et du cadre institutionnel et financier.

11 H 00–12 H 30 · MEH / PIC/VAKANA

Cartographier les initiatives, préciser les appuis

Présenter les projets issus de l'AMI, les technologies, territoires, niveaux de maturité, besoins et lacunes. Discuter les types et modalités d'appui, sans annoncer d'attribution de financement.

14 H 00–15 H 00 · MEH / OPEC FUND ET AUTRES PTF

Partager les expériences et les financements

Un panel met en discussion les expériences internationales, les interventions, contraintes et mesures, ainsi que les possibilités de collaboration.

15 H 00–17 H 00 · ONUDI

Valider la stratégie de communication

Présenter et discuter la stratégie nationale de communication autour du changement de comportement vers la cuisson propre, puis procéder à sa validation. La démarche conduite par le MEH avec l'appui de l'ONUDI est sensible au genre et ancrée dans les réalités des ménages et des territoires.

DU CHANGEMENT DE COMPORTEMENT À UNE DEMANDE DURABLE

Identifier les freins et leviers d'adoption, préciser les publics et changements recherchés, puis adapter messages, canaux, outils et relais. Une communication pertinente accompagne l'adhésion, l'usage effectif et la pérennité des solutions.

La route ne transporte pas seulement un combustible. Elle relie les ressources, les unités de production, les lieux de stockage, les distributeurs et les utilisateurs ; elle conditionne aussi l'accès aux équipements, aux pièces de rechange et à la maintenance. La connectivité constitue donc un levier de diffusion des solutions propres, mais elle doit être accompagnée de règles permettant d'éviter qu'elle n'accélère l'exploitation non durable des ressources forestières.



Réduire le coût de desserte vers les consommateurs (urbains et ruraux)

- Produire localement lorsque cela est pertinent : valoriser des ressources durables et éviter des transports inutiles, distinction entre filières durables et non durables.
- Adapter les incitations : examiner les appuis nécessaires là où le marché ne couvre pas seul le coût de desserte.
- Associer les acteurs locaux : collectivités, ONG, coopératives, artisans et cuisines collectives.

Sécuriser les flux et préserver les ressources

- Prévenir les ruptures : examiner les stocks, les itinéraires et la continuité de l'approvisionnement.
- Préserver les infrastructures : prendre en compte les chargements et les conditions de circulation.
- Rendre les contrôles cohérents : clarifier les responsabilités et éviter les exigences contradictoires.
- Prévenir l'exploitation non durable du bois-énergie : accompagner une meilleure desserte routière de règles, de contrôles et de traçabilité.

Résultats attendus

La journée du 4 novembre devrait permettre :

- Le lancement institutionnel de SMART CC ;
- Une meilleure compréhension du rôle des infrastructures dans la transition vers la cuisson propre ;
- L'identification des principaux obstacles logistiques ;
- La clarification des enjeux de sécurité liés au transport des combustibles ;
- L'identification de besoins en matière de réglementation et de contrôle ;
- L'intégration de la traçabilité du bois-énergie et du charbon dans les discussions ;
- Le rapprochement des acteurs de l'énergie, de l'environnement, du transport et des infrastructures ;
- L'introduction des enjeux de SMART CC dans les échanges internationaux du séminaire PIARC.

3 novembre | programme de la journée

06

Atelier national SMART CLEAN COOKING · Novotel, Antananarivo · accueil à 08 h 00

Horaire	Séquence	Intervenants	Objet
08 h 00–08 h 30	Accueil et inscription		Enregistrement et remise des supports
08 h 30–09 h 00	Ouverture officielle	MEF, MEH, OPEC FUND, PIC	Allocutions institutionnelles ; objectifs et résultats attendus
09 h 00–09 h 30	La trajectoire vers SMART CC	VAKANA	Diagnostic, expérimentations, dialogue sectoriel et enseignements
09 h 30–10 h 30	Présentation de SMART CC	MEH	Situation du secteur, ambitions nationales et défis justifiant le projet Objectifs, composantes, bénéficiaires, résultats, gouvernance, mécanismes et calendrier
10 h 30–11 h 00	Pause-café		—
11 h 00–12 h 30	Cartographie des projets issue de l'AMI et discussion sur les types et modalités d'appui	MEH / PIC/VAKANA	Technologies, acteurs, territoires, maturité, besoins et lacunes, appuis
12 h 30–14 h 00	Déjeuner		—
14 h 00–15 h 00	Panel : partage sur les expériences internationales et le financement de la cuisson propre	MEH, OPEC FUND et autres PTF	Interventions, contraintes, mesures, possibilités de collaboration
15 h 00–17 h 00	Validation de la stratégie de Communication autour du changement de comportement	ONUDI	Présentation et Q/R
17 h 00	Clôture et cocktail	MEF, MEH	Prochaines étapes et modalités de suivi

Programme indicatif du TDR. Les échanges sur SMART CC sont consultatifs ; la validation de 15 h 00 à 17 h 00 porte sur la stratégie de communication. L'AMI ne constitue pas une sélection de bénéficiaires ni une promesse de financement.

Routes et cuisson propre : connectivité, sécurité et régulation des chaînes d'approvisionnement

Le 4 novembre associe le lancement institutionnel de SMART CC à l'ouverture du Séminaire international du Comité technique 2.3 de l'Association mondiale de la Route – PIARC, consacré au transport routier de marchandises résilient et sûr, à la connectivité et au développement économique.

Deux interventions de 15 minutes. La connectivité et la réduction des coûts constituent le fil conducteur commun, et non une troisième présentation.

INTERVENTION 1 · 15 MIN

Sécuriser et réduire le coût de l'acheminement des combustibles et équipements de cuisson propre

Comment les routes, la logistique et les normes de sécurité améliorent-elles la disponibilité tout en réduisant le coût de desserte ?

Parcours des produits : ports, ressources, production, stockage, distribution et utilisateurs ; effets des routes sur les délais, pertes et coûts.

Sécurité : véhicules, contenants, chargements, transit, manutention et formation, notamment pour le GPL et l'éthanol.

Production de proximité : rapprocher les activités des ressources et marchés pour limiter distances, ruptures de charge et coûts.

Responsabilités : producteurs, importateurs, transporteurs, distributeurs et autorités.

INTERVENTION 2 · 15 MIN

Réguler et tracer les flux pour des chaînes d'approvisionnement durables et accessibles

Comment rendre le contrôle et la traçabilité efficaces, cohérents et compatibles avec la continuité de l'approvisionnement ?

Définir les flux : bois de feu, charbon, charbon durable, biocharbon, briquettes et combustibles alternatifs.

Reconnaître les flux conformes : documents, permis, autorisations et outils de suivi adaptés.

Coordonner les contrôles : limiter redondances, délais et coûts sans affaiblir la prévention des approvisionnements non durables.

Approfondir : reconnaissance des combustibles, digitalisation, coordination administrative et production durable.

CE QUE SMART CC DOIT TIRER DE CES ÉCHANGES

Identifier les obstacles routiers et logistiques prioritaires et les améliorations réglementaires permettant de réduire les coûts, sécuriser les flux et étendre l'accès rural, dans le respect des mandats sectoriels.

DÉROULEMENT PROPOSÉ DE LA SESSION

Séquence	Responsable / contribution
Cadrage · 3 à 5 min	Modérateur : chaîne d'approvisionnement, connectivité et coûts.
Intervention 1 · 15 min	Intervenant désigné : transport, continuité, infrastructures et coûts.
Intervention 2 · 15 min	Intervenant désigné : régulation, traçabilité et fluidité des contrôles.
Questions-réponses	Modérateur et participants : corridors, dernier kilomètre, responsabilités.
Synthèse	Présidence de séance : priorités, coordination et implications pour SMART CC.

Les horaires absolus et les intervenants désignés ne sont pas précisés dans le TDR ; se référer au programme officiel PIARC.

L'expérience de Madagascar offre une démarche à partager : relier le diagnostic, la politique publique, les essais de terrain, la mobilisation des acteurs et l'investissement. La réplique consiste à adapter cette architecture aux priorités de chaque pays, et non à reproduire à l'identique ses technologies ou ses dispositifs.

SIX ÉLÉMENTS TRANSFÉRABLES

01 Diagnostic et politique publique

Établir une référence nationale, analyser les usages et les marchés, puis traduire les besoins en orientations et en plan d'action.

03 Acteurs et coordination

Associer pouvoirs publics, entreprises, recherche, société civile et communautés autour d'objectifs partagés.

05 Financement du changement d'échelle

Articuler préparation, assistance technique et investissement ; adapter subventions, crédits et réduction des risques aux besoins.

02 Expérimentation et données

Tester les solutions, documenter les coûts, les performances et l'adoption, puis organiser le suivi des résultats.

04 Cartographie et appui aux porteurs

Recenser les initiatives, distinguer leurs niveaux de maturité et préparer des dispositifs d'accompagnement transparents.

06 Résultats et finance carbone

Examiner les financements liés aux résultats et le potentiel carbone, sous réserve de faisabilité et de vérification des impacts.

La SADC comme espace de coopération régionale

La Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) constitue un cadre pertinent pour proposer des échanges de méthodes, d'expertise et d'expérience. Les délégations pourront identifier les priorités nationales, les institutions porteuses et les adaptations nécessaires : ressources, usages culinaires, pouvoir d'achat, logistique et cadre réglementaire.

Les rapports du programme font état de travaux de préparation au Botswana et aux Comores, ainsi qu'au Togo et en Somalie au-delà de la SADC. Ce portefeuille ouvre une perspective d'expansion africaine ; son activation reste liée à la mobilisation des financements et à la coordination avec chaque pays.

DU PARTAGE D'EXPÉRIENCE À LA PRÉPARATION DE PROGRAMMES

Les échanges avec les délégations viseront à préciser un point d'entrée national, les acquis à transférer et les besoins d'assistance technique. Toute suite opérationnelle devra être portée par les autorités concernées et instruite avec les partenaires financiers, sans présumer d'un accord de financement.

DATES ET LIEU

Novotel, Antananarivo

Mardi 3 novembre 2026

Atelier national en présentiel : accueil à 08 h 00 ;
clôture et cocktail à 17 h 00.

Mercredi 4 novembre 2026

Lancement officiel de SMART CC et ouverture du
Séminaire international PIARC.

Participation et contacts

Modalités à préciser par les organisateurs.

Langues

Français et anglais.

INITIATIVE INSTITUTIONNELLE

Ministère de l'Énergie et des Hydrocarbures

Ministère des Travaux publics

FINANCEMENT DE SMART CC

OPEC Fund for International Development

MISE EN ŒUVRE

Maîtrise d'ouvrage : Ministère de l'Énergie et des
Hydrocarbures.

Agence d'exécution : Projet Pôles Intégrés de
Croissance (PIC), avec une assistance technique
spécialisée.

Une diversité d'acteurs, une compréhension commune

Institutions publiques, bailleurs, entreprises, artisans, ONG, coopératives, collectivités, institutions financières, incubateurs, universités et projets partenaires sont invités à contribuer. Les délégations régionales et internationales pourront partager leurs expériences, sans préjuger d'engagements de financement ou de réplique.

Après l'atelier : capitaliser et donner suite

Les contributions sur les modalités d'appui seront documentées et examinées par l'équipe SMART CC/PIC selon leur pertinence, leur faisabilité et leurs implications financières et institutionnelles. La validation de la stratégie de communication doit soutenir l'adoption et l'usage effectif des solutions.

PROGRAMME PIARC ET INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

Pour suivre le programme officiel, les horaires, les modalités de participation et les informations logistiques, consulter le calendrier des séminaires sur le site de PIARC.

[Accéder au calendrier officiel PIARC](#)

<https://www.piarc.org/fr/Agenda-Actualites-PIARC/calendrier-evenements/calendrier-seminaires-PIARC>